

# CNT 34



# Éducation - Santé - Social Culture et Autres Services

Pour une révolution

sociale, éducative et pédagogique !

## **Le gouvernement a prévu de nous faire crever au boulot !**

## **Ne nous laissons pas démolir !**

Derrière le discours du gouvernement, le projet est très clair : il s'agit de récupérer l'argent de nos salaires socialisés (les cotisations sociales n'existent pas : il s'agit en fait d'une part des richesses générées par notre travail qui est mise en commun par l'intermédiaire des caisses d'assurance maladie, retraite et chômage) pour dégager de l'argent afin d'enrichir toujours plus ceux qui se gavent déjà en détruisant la planète et notre société.

En effet aucun argument ne permet de justifier une telle mesure.

On nous avance celui de l'allongement de l'espérance de vie (en partie lié à la baisse du temps de travail)

- D'abord, les chiffres montrent que celui-ci ne concerne que les plus favorisés : plus de 12 ans d'écart d'espérance de vie entre les hommes les plus riches et ceux les plus pauvres, et un quart des ouvriers meurent avant 65 ans, sans compter la question de l'espérance de vie en bonne santé !

- De plus, un tel allongement ne paraît que très peu probable au regard des problèmes qui vont se poser dans les années à venir. La destruction de notre terre, l'explosion des inégalités et l'instabilité géopolitique engendrées par l'ensemble des états de la planète nous semble plutôt prometteur de multiples catastrophes qui ne manqueront pas d'abaisser l'espérance de vie, sachant que l'espérance de vie en bonne santé est déjà très proche de l'âge minimum de départ à la retraite.

Cet argument n'est donc qu'un prétexte pour nous obliger à travailler plus longtemps, prenant le risque de ne jamais pouvoir nous octroyer une partie de vie au repos.

Donc, si nous voulons réellement allonger notre espérance de vie à tous et toutes, en bonne santé, pour une existence digne et épanouissante, unissons-nous ! Récupérons et répartissons équitablement le fruit de notre travail pour permettre à nos jeunes de se former dans les meilleures conditions, à nos anciens et anciennes de poursuivre leur vie en bonne santé

en reconnaissant leur place et leur rôle dans la société, et aux travailleurs et travailleuses de travailler dans des conditions dignes qui ne détruisent pas leurs forces physiques et mentales.

### **De l'argent il y en a !**

Pour que toutes et tous puissent se loger, se nourrir et se soigner nous devons exiger des augmentations de salaires, de pension et des minimas sociaux. Mais une simple augmentation ne remettra pas les inégalités en cause. C'est pour cela que selon nous il faut obtenir des augmentations inversement proportionnelles au montant des revenus. Ces augmentations permettront d'avancer vers plus d'égalité et donc plus de solidarité entre nous.

Dans le même temps et pour mettre fin à la destruction de la protection sociale nous devons obtenir une caisse unique de solidarité entre les travailleurs et travailleuses nous protégeant contre les aléas de la vie (maladie, chômage et vieillesse). Cette caisse étant pourvue grâce à notre travail, elle doit être gérée directement par les travailleurs et les travailleuses sans aucune intervention des patrons ou du gouvernement. Cela n'a rien d'utopique puisque c'est bien ce qui a été obtenu à la sortie de la seconde guerre mondiale avant d'être systématiquement attaqué par la réaction néolibérale (de droite comme de gauche).

De manière similaire l'ensemble des services publics sont assurés par les travailleurs et les travailleuses, il est donc légitime qu'ils soient autogérés par le personnel et non soumis à la main mise des gouvernements.

Cette reprise en main de nos salaires socialisés permettrait d'affaiblir l'état et le patronat et d'avancer vers leur suppression qui sera la seule solution pour nous débarrasser de l'exploitation et des oppressions.

L'argent généré par le travail doit être restitué aux travailleurs et travailleuse, les dividendes n'ont jamais atteint d'aussi hauts niveaux ! l'ar-

gent est disponible pour permettre à tous et toutes une 2ème vie après le labeur, à partir de 60 ans, en bonne santé, libérée des contraintes salariales et de toute forme d'exploitation tournée vers l'épanouissement personnel, délié des contraintes de l'emploi, participant à une société de solidarité et entraide solidaire et soucieuse du bonheur de tous et de toutes.

En effet aucun argument réel ne permet de justifier une telle mesure en dehors de celui de l'allongement de l'espérance de vie (en partie lié à la baisse du temps de travail)

D'abord, les chiffres montrent que celui-ci ne concerne que les plus favorisés : plus de 12 ans d'écart d'espérance de vie entre les hommes les plus riches et ceux les plus pauvres, et un quart des ouvriers meurent avant 65 ans, sans compter la question de l'espérance de vie en bonne santé !

Et surtout, un tel allongement ne paraît que très peu probable au regard des problèmes qui vont se poser dans les années à venir. La destruction de notre terre, l'explosion des inégalités et l'instabilité géopolitique engendrées par l'ensemble des états de la planète nous semble plutôt prometteur de multiples catastrophes qui ne manqueront pas d'abaisser l'espérance de vie, sachant que l'espérance de vie en bonne santé est déjà très proche de l'âge minimum de départ à la retraite.

Cet argument n'est donc qu'un prétexte pour nous obliger à travailler plus longtemps, prenant le risque de ne jamais pouvoir nous octroyer une partie de vie au repos.

Si nous voulons réellement allonger notre espérance de vie à tous et toutes, en bonne santé, pour une existence digne et épanouissante, unissons-nous ! Récupérons et répartissons équitablement le fruit de notre travail pour permettre à nos jeunes de se former dans les meilleures conditions, à nos anciens et anciennes de poursuivre leur vie en bonne santé en reconnaissant leur place et leur rôle dans la société, et aux travailleurs et travailleuses de travailler dans des conditions dignes qui ne détruisent pas leurs forces physiques et mentales.

Notre pouvoir est dans notre travail et dans notre force de production, mais pourquoi participer encore à la surproduction au nom d'une surconsommation et un épuisement des ressources sans limites?!

Nous devons aussi penser une organisation sociale propre à répondre aux enjeux actuels parti-

culièrement vitaux pour les plus jeunes. A ce niveau le projet du gouvernement est une régression historique et une catastrophe annoncée. En effet nous savons aujourd'hui que le surproductivisme est à l'origine de l'ensemble des problèmes écologiques qui se posent à nous (réchauffement climatiques, empoisonnement de l'air, de l'eau et des sols, destruction de la biodiversité, épuisement des ressources...). Une augmentation du temps de travail (par le report de l'âge de la retraite ou par tout autre moyen,) ne pourra qu'augmenter la surproduction, la surconsommation, le gaspillage et l'amoncellement de déchets.

Plus grave la conception de l'humanité et de la vie portée par le gouvernement et l'ensemble des capitalistes (qu'ils soient libéraux, néolibéraux, paternalistes, autoritaires, ou autre) est une conception utilitariste qui ne voit dans les êtres vivants qu'une source de profit. Une autre société libérée du spectacle et de la marchandise permettrait au contraire l'émancipation de chacun et chacune.

### **Nous pouvons sortir de l'impuissance!**

Prenons dès aujourd'hui la direction de nos affaires en commençant par voter la grève reconductible dans nos assemblées générales sans attendre les consignes de dirigeant-e-s qui ne représentent que leurs intérêts. Menons collectivement la lutte contre les patrons et l'état grâce à l'arme principale des travailleur-se-s : le blocage de l'économie.

Ce sera un vrai pas vers la grève générale expropriatrice pour imposer le partage égalitaire des richesses.

### **Pour un autre futur**

D'une manière générale construisons dès maintenant une alternative à ce monde injuste en nous organisant sur des bases égalitaires en démocratie directe. En effet la seule revendication qui nous satisfasse pleinement est celle de la construction d'une société de justice sociale dans laquelle chacun et chacune puisse nous puissions toutes et tous vivre librement sur un pied d'égalité sociale, politique et économique. Cette société ne pourra advenir sans l'abolition du salariat (forme d'exploitation de l'être humain) et de l'état (principal gardien de ce système inégalitaire et liberticide).

**C'est nous qui travaillons...  
c'est nous qui décidons!**